

ÉDITO

Les enjeux des élections sénatoriales

Par **Gregory Besson-Moreau**



Gregory Besson-Moreau est entrepreneur dans l'ingénierie et ancien député de l'Aube, entre 2017 et 2022. Il a notamment été rapporteur de la loi sur l'alternative aux néonicotinoïdes et de la loi Egalim 2. Il a également été rapporteur de la commission d'enquête Lactalis ainsi que de la commission d'enquête sur la grande distribution.

qui s'est notamment ressenti lors du débat sur la réforme des retraites. Ses positions sont souvent à appréhender en raison de nombreux sénateurs du groupe élus au scrutin uninominal et non au scrutin de liste, et ne souhaitant pas revendiquer d'étiquette politique claire.

La gauche au Sénat est aujourd'hui un pôle de résistance à la stratégie de caporalisation de LFI au sein de la NUPES. Le groupe RDSE (parmi lequel la majorité présidentielle espère là aussi trouver des soutiens) et les communistes continueront avec clarté à s'y opposer. Les enjeux sont plus du côté des groupes Écologiste et Socialiste. Le premier devrait naturellement croître avec les très bonnes élections municipales de 2020. Quant au groupe PS, les divisions au sein de la direction du parti vont se révéler sur les investitures. Figure du PS et du

Pour la gauche sénatoriale : un bloc anti NUPES ou bascule pro NUPES

Pour la majorité présidentielle : stabilité et cohérence

La majorité présidentielle au Sénat est aujourd'hui principalement éclatée au sein de deux groupes principaux : RDPI, présidé par François Patriat, et Les Indépendants, présidé par Claude Malhuret (respectivement Renaissance et Horizons). Les membres de ces groupes ne se sentent pas tous liés par une obligation de solidarité.

Pour le président de la République, l'enjeu est de maintenir le groupe RDPI, dont la moindre perte serait vue comme un recul de son influence au sein du Sénat, et de faire croître de manière générale le pôle majoritaire. C'est le groupe de Claude Malhuret qui devrait le plus progresser avec des risques importants de divisions au sein des départements à scrutin de liste (Le Nord, les Yvelines...).

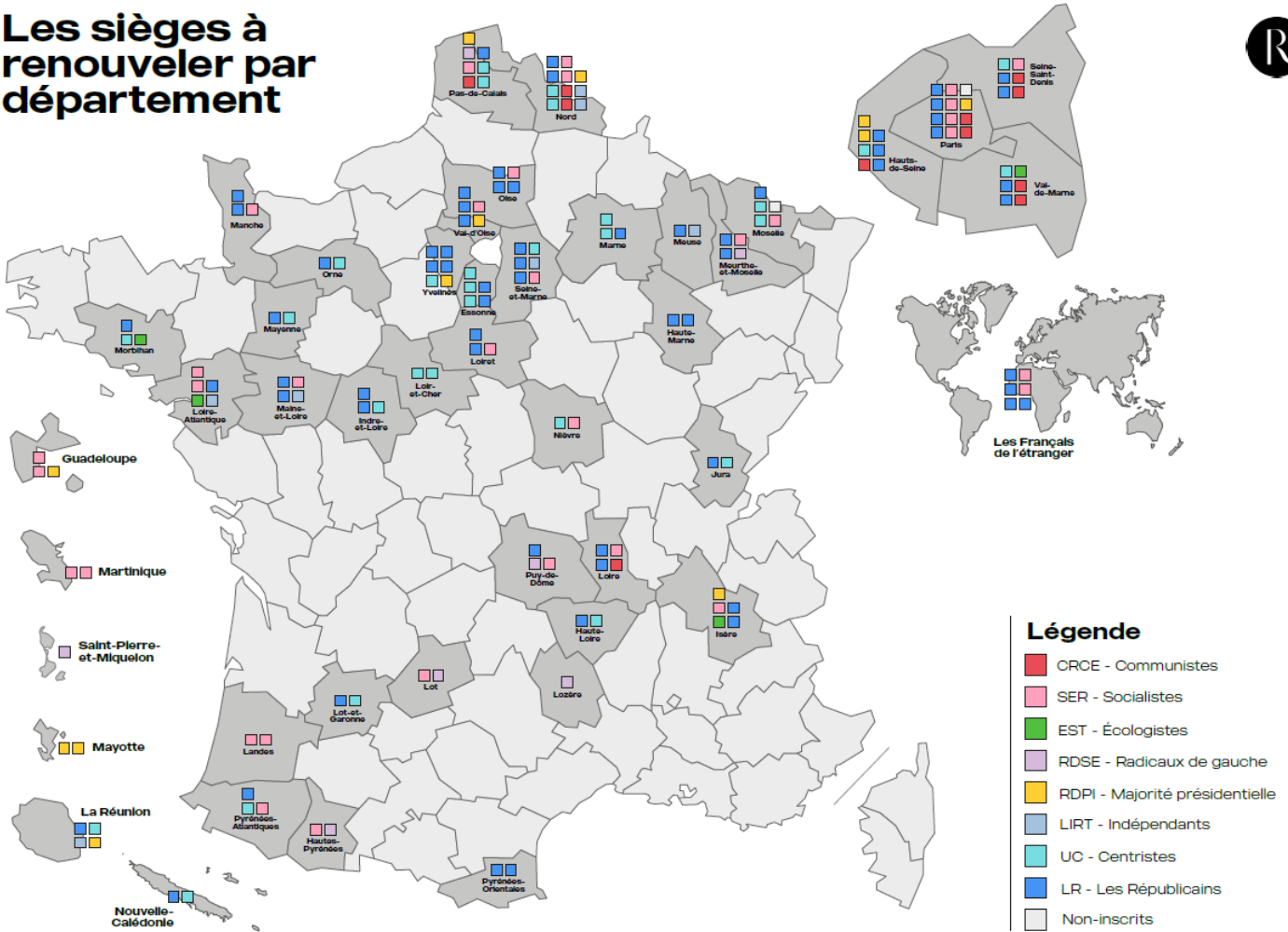
Pour les centristes : un groupe pivot entre la majorité présidentielle et la majorité sénatoriale

L'Union Centriste est le groupe présidé par Hervé Marseille. S'il est en partie lié au Modem, il se revendique comme intégrant la majorité sénatoriale de droite. Les listes LR et UC sont d'ailleurs souvent établies en cohérence. Ce groupe est particulièrement ambigu sur ses prises de position, ce





Les sièges à renouveler par département



Sénat puisqu'elle en est Vice-Présidente, Laurence Rossignol voit son investiture dans l'Oise menacée après que le 1er fédéral ait été choisi par les adhérents. Plus que le nombre au sein de chaque groupe, c'est bien plutôt la composition interne qui sera révélatrice d'une bascule ou d'une stabilité.

Pour la majorité sénatoriale LR : clarté et stabilité

Le groupe majoritaire LR n'aura aucune difficulté à maintenir son primat sur le Sénat et Gérard Larcher, qui a finalement annoncé qu'il serait à nouveau tête de liste dans les Yvelines, devrait être renouvelé au Plateau sans difficulté. Le groupe avait réussi à croître de 4 sénateurs en 2020. Pour parvenir à maintenir ses 148 membres ou progresser, il peut espérer miser sur les risques importants de division de la majorité présidentielle ou du PS au sein des départements à scrutin de liste. Bruno Retailleau a clairement annoncé qu'il souhaitait garder la présidence du groupe, ce qu'il devrait réussir sans difficulté puisqu'il avait déjà pu compter sur le soutien net des sénateurs lors de la campagne interne face à Éric Ciotti pour la présidence LR.

Pour le gouvernement

La tenue et le résultat des élections sénatoriales percuteront nécessairement le calendrier parlementaire. Plusieurs initiatives de la majorité sénatoriale seront adoptées d'ici la fin de la session ordinaire (feux de forêt en cours d'examen et engagement du gouvernement sur le ZAN). Surtout, la capacité à adresser des sujets clés, comme l'immigration, va nécessairement être revue par le calendrier des élections sénatoriales qui va rigidifier les positions de chacun jusqu'à fin septembre.

Si le bloc Centriste (UC / RDSE / Indépendants) se renforçait, alors la copie initiale du gouvernement avec le titre de séjour sur les métiers en tension aurait plus de chances d'aboutir. Elle est le cœur du pacte de ce projet de loi vis-à-vis de la majorité. En résumé, les équilibres au sein du Sénat ne devraient en rien être entamés. Mais des clés de lecture intéressantes se trouvent au sein de chaque groupe et de chaque bloc :

- Sur la capacité de la majorité présidentielle à s'unir et du groupe RDPI à s'affirmer ou refluer;
- Sur la clarification du groupe UC;
- Sur la NUPESisation de la gauche sénatoriale;

- Sur le primat net de la droite au Sénat.

Tous les groupes sont face à leurs propres enjeux de cohérence internes et les sénatoriales en seront évidemment un vrai révélateur ●

REGARD D'EXPERT
**Afrique, France,
une nouvelle relation...**

Publié dans la Revue Défense Nationale n°860 de Mai 2023

Par **Didier Castres**



Le général d'armée (2S) Didier Castres est un ancien élève de l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr (promotion Montcalm 1980 - 1982). Après un début de carrière classique pendant lequel il alterne affectations

en France, à l'Étranger et en opérations extérieures, il rejoint l'Élysée en 2005. Dès lors et pendant plus d'une dizaine d'années, il est impliqué dans la gestion des crises internationales dans leur dimension militaire : à l'Élysée avec les présidents Chirac et Sarkozy puis comme chef du centre de planification et de commandement des opérations (CPCO) à l'état-major des armées et enfin comme sous-chef d'état-major chargé des opérations au ministère de la défense. Après avoir quitté l'institution militaire, il crée en 2020 un cabinet de conseil (DC TARHA CONSEIL) dans le domaine de la défense et de la sécurité nationale dont les services sont essentiellement destinés aux États africains. Après avoir rejoint en 2020 ESL & Network en tant que senior advisor, il est nommé président du groupe GEOS en avril 2023.



Quand on est Français, il est toujours délicat de parler de « l'Afrique ». Nous sommes un comode « usual suspect ». En fait, il nous faut en permanence refaire notre cheminement intellectuel en évitant de tomber dans trois ornières idéologiques récurrentes, qui interdisent, ou pour le moins rendent difficile, tout débat ouvert sur l'Afrique.

- D'une part « l'afro-pessimisme », celui d'une Afrique noire mal partie ou toujours pas partie (pour reprendre le titre de l'ouvrage célèbre de René Dumont), de laquelle il n'y a rien à espérer et dont on détourne le regard, un peu comme ces gens qui ne veulent pas voir les SDF dans la rue qui leur tendent la main.
- D'autre part, l'accusation rémanente de tous ceux qui, dans le sillage de François-Xavier Verschave, vivent encore et toujours du fantasme de la Françafrique, et mettent toutes les difficultés et déficiences africaines sur le seul compte de la colonisation et de ses suites.
- Enfin, l'ornière de « l'afro-béatitude », celle de la méthode Coué qui résonne parfois à Addis-Abeba. Elle est entretenue par certains illuminés occidentaux qui voient une Afrique

dopée par une croissance économique insolente, se dirigeant à grand pas vers un horizon radieux, seulement ralentie par la cupidité et l'héritage des puissances extérieures ! Hobbes et Rousseau ne sont jamais bien loin !

En réalité, dès que nous parlons de l'Afrique (au-delà du langage agréé et politiquement correct), il y a quatre visions entre lesquelles nous naviguons, et qui ne sont d'ailleurs pas exclusives les unes des autres :

- Une Afrique « dérivatif stratégique » qui, comme à l'époque de la Guerre Froide, sert à nouveau d'exutoire discret aux compétitions indirectes, qu'elles soient militaires, économiques, diplomatiques ou idéologiques. Les acteurs ont changé mais le principe reste finalement le même. Nous en avons des exemples visibles en Libye, et bien sûr en Afrique de l'Ouest.
- Une Afrique « libre-service », quand elle est considérée comme une simple réserve de richesses et de matières premières rares et chères. Ce fut le cas pendant une trentaine d'années avec les métaux rares, le Lithium, Tantale, Béryllium, Coltan ou Cobalt.

Aujourd'hui, il s'agit de ressources beaucoup plus élémentaires, comme des terres agricoles, dont il convient de relever que 130 millions d'hectares, soit deux fois la superficie de la France, échappent aux Africains qui ne sont plus en mesure d'y exercer une complète souveraineté.

- Une Afrique « menace », vis-à-vis de laquelle il faudrait se barricader, face à l'imminence grandissante du terrorisme ou d'une immigration sans plus aucun contrôle. Pourtant, l'actualité, y compris récente, nous a une nouvelle fois démontré que ce n'est pas en se barricadant dans la citadelle qu'on en assure la meilleure défense.

Dans ces conditions, il est clair que la synthèse vers l'Eurafrrique imaginée par Coudenhove, et que les idées de Haushofer et de Mackinder sont un syncrétisme bien délicat à faire accoucher. La plupart du temps, nos analyses sont toujours teintées de « trop » : « trop » de paternalisme, teinté de « trop » de romantisme, teinté de « trop » d'idéologies et « trop » de complexes de l'ancien colonisateur (que nous sommes d'ailleurs l'un des seuls pays à continuer à essayer d'expier). Enfin, et à contra-

rio, « trop » de culture de l'excuse. Ces analyses me semblent tout aussi également captieuses, qu'irraisonnées et que déraisonnables.

Or, notre destin collectif ne pourra s'affranchir d'une relation normalisée avec le continent africain. Les enjeux à venir s'imposent prioritairement à nous, Français, qui sommes « citoyens » d'Afrique. Cela a commencé en 1628 à Saint-Louis, avec l'inauguration du premier comptoir de la compagnie normande, créée par Richelieu. Cela s'est poursuivi en 1793, avec Jean-Baptiste Belley alias Timbazé, premier parlementaire noir de la première République française. Puis en 1914, avec Blaise Diagne, premier ministre africain, sous-secrétaire d'État aux Colonies. Au-delà de ces jalons historiques, nous ne pouvons pas non plus ignorer les 250 000 Français qui vivent en Afrique et les 2 millions d'Africains qui vivent en France.

Nous avons donc l'obligation d'entamer ce dialogue sur des bases partagées, à défaut d'être consensuelles. Distribuer largement la parole et laisser s'exprimer de nombreuses sensibilités pour sortir du seul champ des perceptions, et imaginer le chemin que nous devons emprunter ensemble ●



REGARD D'EXPERT

Logement : l'orage parfait

Par Philippe Reclus



Philippe Reclus, associé senior chez ESL, a été directeur adjoint de la rédaction du Figaro. Il a créé et dirigé la fondation Croissance Responsable, émanation de Croissance Plus, abritée par l'Institut de France. Il anime un séminaire à l'École Polytechnique consacré à « L'entreprise et ses stakeholders ».

Cherchez l'erreur ! La question du pouvoir d'achat hante les Français. Le logement pèse de plus en plus lourd dans leur budget. Or ce sujet, mille fois évoqué, sort à chaque fois des priorités aussi vite qu'il est arrivé. A-t-il des chances de s'imposer cette fois-ci au regard de la gravité de la crise ?

En fait, c'est à un orage parfait auquel on assiste. Une crise de la demande déjà. Près de 40% des acquéreurs potentiels d'un logement sont exclus du marché en raison de l'augmentation des taux d'intérêt et du durcissement des critères d'octroi de crédits. En 25 ans, le pouvoir d'achat immobilier pour les habitants d'Ile de France a été divisé par deux. Et réduit de 25% pour l'ensemble du territoire français. En 2021, en remboursant chaque mois 1.000 euros pour un crédit à 1% sur vingt ans, un ménage pouvait emprunter 217.000 euros. Avec un taux supérieur à 3%, cette même mensualité ne permet plus que de rembourser un prêt de 180.000 euros, soit une perte de 18% de capacité d'emprunt.

A cette crise de la demande s'ajoute une crise de l'offre. La France manque de logements. La raréfaction des terrains, le renchérissement du prix des matériaux de construction, l'impact des normes environnementales... ne permettent plus d'équilibrer les projets. D'année en année, le nombre de mises en chantier a plongé vers un niveau d'étiage de 350.000. Le parc de logements non utilisé n'est pas ou mal mobilisé.

Sans doute faut-il, comme certains l'affirment, mettre ces constats sur le compte de notre incapacité collective à penser autrement le système économique, financier, et institutionnel du logement. Collectivement, nous nous sommes

réfugiés derrière deux cache-misères : d'une part des aides publiques massives, avec le financement d'un important parc locatif social (5, 15 millions de logements sociaux) ; d'autre part un crédit immobilier resté longtemps accessible et peu cher. Ce déni n'est plus tenable tant l'environnement a changé. Les taux d'intérêt ont remonté, l'Etat manque d'argent. Les politiques publiques généreuses ont montré leurs limites. Le logement mobilisait près de 38 milliards d'argent public en 2020, soit 1,6% du PIB. Cela n'empêche pas les Français de devoir consacrer une part plus importante de leurs ressources à se loger que leurs voisins européens. Le logement social peine à accueillir ses publics naturels : jeunes, salariés modestes, ménages précaires. L'âge moyen de ses occupants dépassant désormais 50 ans.

Bien des solutions sont déjà sur la table : encadrement des prix des terrains, création du statut de bailleur privé, élargissement du prêt à taux zéro, densification des constructions dans les zones tendues, simplification de la rénovation énergétique, généralisation des prêts remboursables à la revente future du bien.

Certains remèdes prêtent d'ailleurs à caution. Le gel des loyers ? Comment peut-il être supporté par les petits bailleurs privés, qui comptent sur leur loyer comme complément de retraite ou de revenus ? La distribution de chèques pour stimuler la demande ? Mais à partir du moment où l'offre reste limitée, un tel système ne peut avoir d'autre résultat que d'augmenter les prix. Moderniser les modes de financement ? Il est vrai que la dernière innovation en matière de financement du logement remonte à 1960 avec le prêt à taux fixe.

Toutes ces solutions seront bonnes à prendre. Mais ne faut-il pas penser que leur efficacité dépendra de la volonté de sortir enfin d'un système d'ancien régime organisé autour, d'un côté, du logement social, et de l'autre, d'un écosystème privé jaloux de son indépendance quand tout va bien et appelant à l'aide l'argent public quand le temps se gâte ? Le secteur du logement a besoin d'être décloisonné. Les acteurs du logement social

devraient pouvoir intervenir davantage dans le secteur libre et réciproquement en veillant au respect des règles de concurrence et de service d'intérêt général. La relance de la construction devrait être permise en redistribuant la prise de risque et l'espérance de gain au sein de cette chaîne d'acteurs, des promoteurs qui ont besoin de sécuriser leurs opérations, aux preneurs en dernier ressort, foncières publiques ou privées. Ce à quoi il conviendrait d'ajouter la décentralisation et la territorialisation de la gestion opérationnelle du logement en créant des outils financiers aux niveaux régional ou métropolitain, associant acteurs publics et acteurs privés.

En prend-on le chemin ? Pour l'heure, chacun reste plutôt dans sa zone de confort, alimentant ce sentiment d'impuissance face à des enjeux structurels pourtant bien identifiés. La France vit depuis les années soixante dix une révolution démographique (allongement de la durée de la vie) et sociologique (décohabitation) sans précédent, tandis que son modèle de production de logements est resté figé. L'allongement de la durée de vie fait qu'au lieu d'hériter à 35/40 ans, nous héritons maintenant à près de 60 ans, au moment où le besoin de logements est moins prégnant. En même temps, c'est aujourd'hui le senior vivant de sa retraite qui est confronté aux travaux de rénovation énergétique. Et c'est le trentenaire qui peine à se loger « convenablement » dans les zones tendues.

Nous nous sommes depuis trop longtemps habitués, dans une sorte de déni collectif, à ne pas voir que le logement accélère l'accroissement des inégalités sociales, territoriales et générationnelles. Notre système de redistribution permet, et l'on peut s'en réjouir, de contenir les inégalités de revenus. En revanche, les inégalités liées au patrimoine ont fortement augmenté. Sans héritage, il est devenu quasiment impossible d'accéder à la propriété dans certaines zones. La France a besoin de logements abordables, sans statut social. Ce n'est toujours pas le cas. Cette crise, à force de s'aggraver, est devenue une formidable machine à alimenter la colère des classes moyennes. Jusqu'à quand ? ●



REGARD D'EXPERTE

Boutique éphémère pour impact permanent ?

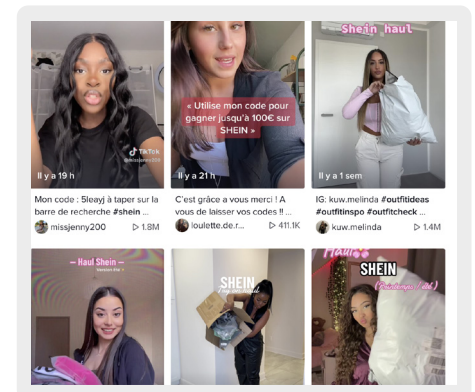
Par Emilie Guignard



Emilie commence sa carrière chez The Social Client où elle est entièrement dédiée au programme d'ambassadeurs d'un acteur des télécommunications. Suite à cela, elle se spécialise dans la communication digitale et intègre Havas Paris, où elle intervient principalement sur des problématiques institutionnelles, principalement autour de sujets environnementaux, sanitaires et sociétaux. Elle poursuit son parcours dans l'agence TBWA Corporate. Après un passage chez l'annonceur, elle rejoint en février 2023 Antidox en tant que consultante senior SoMed au sein du pôle communication 360°.

- une stratégie de prix attractifs : baisses de prix régulières notifiées aux clients, coupons de réduction limités dans le temps pour pousser à l'achat, système de points attractifs fidélisant les internautes,
- une visibilité boostée sur les réseaux sociaux grâce à une stratégie d'influenceurs ciblant la Génération Z (nés après 1995).

Le résultat ?



Que vous ayez bravé la grisaille parisienne pour une session shopping ou non, il a été difficile de manquer l'actualité « retail » de ce weekend prolongé : la boutique éphémère Shein a ouvert ses portes rue des Archives à Paris pour 4 jours. Pour les aficionados de shopping, Shein n'a plus aucun secret pour vous, pour les autres, petit rappel en quelques lignes. Shein, à prononcer [chi-inn], extrait de « Sheinside », est LA plateforme de vente en ligne chinoise à tarif concurrentiel. Créée en 2008 afin de vendre des robes de mariées, Sheinside devient Shein en 2015 et s'ouvre alors à tous types de vêtements (femmes, hommes et enfants).

7 ans plus tard, en 2022, la marque est classée numéro 1 des applications shopping téléchargées à travers le monde (source : Apptopia).

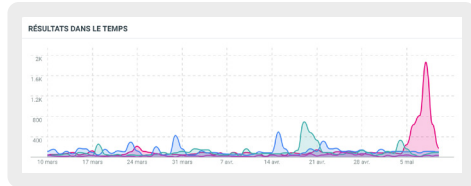
Les raisons de ce succès ?

- le suivi permanent des tendances et une forte inspiration de ce qui se fait sur les tapis rouges, chez les influenceurs, ou dans les enseignes de fast-fashion habituelles,
- une production en petite quantité de nombreux modèles différents, ce qui en fait une enseigne diversifiée en terme d'articles proposés,
- des ateliers de production souples et réactifs possédant un cycle de production d'une

Sur la période 2021/2022, la croissance de Shein était de 100%. Sa valorisation aurait atteint 100 milliards de dollars (source : Business of Fashion) malgré un panier moyen de 10€ et des vêtements vendus entre 2 et 15€ en majorité. Un succès générant un impact négatif sur la planète. Avec plus de 6 000 nouveaux produits par jour (source : cosh.eco), Shein devient le spécialiste de l'ultra-fast-fashion, faisant de la mode un produit de consommation de masse, accessible à tous et facilement remplaçable. La mode est en effet dans le tiercé des industries les plus polluantes au monde. Elle produit 10 % des émissions mondiales de CO2 et près de 20 % des eaux usées selon l'ONU. Shein représente à titre d'exemple et selon Teenage Lap by Peex, 22% des émissions de CO2

d'une adolescente française en 2022. Malgré cela, en France, la marque pèse 1/3 (33.8 %) du marché de la fast-fashion en valeur vs. 36.4 % pour ZARA et 29.8 % pour H&M en 2022 (source : NielsenIQ).

Un succès en ligne qui n'est plus à démontrer : aujourd'hui Shein fait partie des marques de fast-fashion les plus citées en France dans l'espace digital :



Graphique : mentions en ligne dans la sphère linguistique francophone de «Shein» du 10 mars au 10 mai 2023

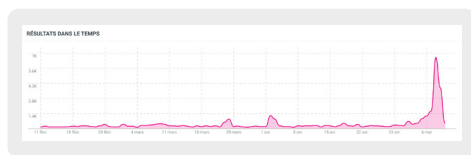
Shein, Zara, H&M, Asos

Et c'est donc avec un objectif de notoriété toujours plus forte et afin d'attirer davantage de consommateurs sur son site en ligne que l'enseigne a décidé d'ouvrir une nouvelle boutique éphémère en France. Après Lyon, Toulouse, Montpellier, c'est de nouveau au tour de Paris d'accueillir cette année l'enseigne.

Une ouverture qui fait du bruit

Du 4 au 8 mai, la boutique éphémère a ouvert ses portes dans le quartier branché du Marais. Proposant des vêtements et des accessoires à des prix très bas, elle a suscité l'intérêt des jeunes Français en quête de bonnes affaires, patientant parfois jusqu'à 2h afin de pénétrer entre ses murs. Une ouverture qui a fait de nombreux échos dans la presse et sur les réseaux sociaux.

Graphique : mentions en ligne dans la sphère



linguistique francophone de « Shein » du 11 février au 10 mai 2023

Ainsi, on constate sur la sphère digitale française, un pic de conversation autour de la marque sur la période d'ouverture de la boutique éphémère : sur les 21,5k mentions de Shein entre le 11 avril et le 10 mai, 70 % (15,1K mentions) ont été émises entre le 4 et le 10 mai, dates d'ouverture de la boutique.

Sur cette même période réduite, les termes les plus associés à la marque permettent de constater le sentiment négatif des internautes sur cet événement. De nombreux utilisateurs ont ainsi exprimé leur mécontentement face aux pratiques de la marque, notamment en ce qui concerne l'éthique et la durabilité des produits proposés. « Environnement », « ouïghours », « surconsommation » « destruction », « pollution », « exploite » suivent ainsi de peu les termes « éphémères », « produits », « Paris » et « Marais » en terme de récurrence.



Graphique : nuage des termes majoritairement associés à «Shein» dans l'espace digital francophone du 04 au 08 mai 2023

Une perception partagée sur l'ensemble des réseaux, auprès de différentes sphères, où tous types de profils ont pu prendre la parole. Médias, journalistes, grand public ou encore politiques ont pu mettre en exergue la fréquentation de la boutique tout en dénonçant l'impact social et écolo-



Les engagements Shein

Pour autant, peu d'internautes semblent prendre en compte les actions environnementales de Shein. La marque annonce sur son site un plan de réduction de ses émissions d'ici 2030, valorisant son engagement dans la durabilité et le travail réalisé afin d'améliorer ses pratiques en matière d'éthique et de transparence. Depuis le 31 mars, les produits mis en ligne sur le site français de la marque disposent désormais d'une fiche informative relayant les caractéristiques environnementales des vêtements vendus. Un moteur de recherche est donc désormais accessible sur leur site.

Que ce soit en ligne, en boutique ou dans la presse, la boutique éphémère Shein à Paris a suscité des échanges animés. Un débat partagé, mettant en lumière les préoccupations croissantes des consommateurs en matière d'éthique et de durabilité dans l'industrie de la mode, malgré un besoin de produits à bas prix dans un contexte d'inflation ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.